

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMINEAU LABORATOIRES

93 route de Monnaie
37210 Vouvray

Références : 2024-730
Code AIOT : 0010000653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement CHEMINEAU LABORATOIRES implanté 93, route de Monnaie 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMINEAU LABORATOIRES
- 93, route de Monnaie 37210 Vouvray
- Code AIOT : 0010000653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEMINEAU LABORATOIRES est spécialisée dans le développement et la fabrication en sous-traitance de médicaments, produits cosmétiques et dispositifs médicaux pour le compte d'autres laboratoires. Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2001, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 28/03/2008, 22/07/2010, 18/12/2012 et 10/03/2015.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	RIA et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.4.1 et 2.VIII.4.2.3.b	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	Réalisation d'un exercice incendie POI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Mise à jour de la situation administrative	Code de l'environnement du 06/02/2024, article L.513-1 et L. 181-14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.6.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Stockage de palettes bois à proximité de l'entrepôt	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 2.III	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Rétention des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 04/04/2001, article 2.II.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Etiquetage	Arrêté Préfectoral	/	Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	cuve DME	du 04/04/2001, article 2.VIII.1.4		justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
13	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
14	Besoins en eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse de la qualité des eaux suite incident du 04/09/2023	Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 1.V.3.2 modifié par l'APC du 18/12/2012	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Mesure périodique des rejets atmosphériques des chaudières	Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 3.VI.4.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Respect des valeurs limites d'émission pour la chaudière vapeur	Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 3.VI.4.1.4 et 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		1.4		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse de la qualité des eaux suite incident du 04/09/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 1.V.3.2 modifié par l'APC du 18/12/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : [...]. Le débit maximal journalier est de 200 m ³ . La moyenne mensuel du débit journalier n'excède pas 150 m ³ . [...]
Constats : Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le constat suivant a été formulé : <i>L'exploitant n'a pas été en mesure de quantifier la quantité d'eau rejetée vers le bassin tampon pendant la période estimée de non fonctionnement des pompes de relevage (du 30/08/2023 au 04/09/2023).</i> Par courriel des 19/04/2024 et 14/06/2024, l'exploitant a indiqué le volume des eaux rejetées vers le bassin tampon (eaux) pendant la période du 30/08/2023 au 04/09/2023. La quantité d'eau rejetée a ainsi été estimée à 10 m ³ pour les eaux de nettoyage et 60 m ³ pour les eaux liées au process de fabrication de l'eau purifiée. L'écart précédemment identifié est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure périodique des rejets atmosphériques des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 3.VI.4.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 23/05/2018 la demande suivante a été formulée : <i>[D2] L'exploitant précise pourquoi seuls les rejets atmosphériques de la chaudière vapeur ont été analysés.</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 05/11/2021 (intervention du 15/10/2021) réalisé par la société APAVE a été transmis à l'inspection des installations classées. Celui-ci ne concerne que la chaudière vapeur, l'exploitant précise qu'il n'a pas été réalisé de mesure des rejets atmosphériques des chaudières gaz destinées au chauffage. Le constat suivant a été formulé : <i>Les rejets atmosphériques des chaudières gaz destinées au chauffage ne sont pas analysés tous les trois ans.</i></p> <p>Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a transmis le rapport de la campagne de mesure des rejets atmosphériques des deux chaudières confort destinées au chauffage réalisé le 07/02/2024, concluant que le résultat est conforme. Une mesure complémentaire a été réalisée par Bureau Veritas le 18/04/24 pour les paramètres Poussières et SO₂, le rapport de mesures a été présenté lors de la visite d'inspection du 01/10/2024 concluant sur le respect de la VLE.</p> <p>L'écart précédemment identifié est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Respect des valeurs limites d'émission pour la chaudière vapeur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 3.VI.4.1.4 et 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p>

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à 5 m/s.

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 kelvins et 101,3 kilopascals). Les limites de rejet en concentration de la chaufferie sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 p. 100 en volume ; elles sont fixées comme suit :

- oxydes de soufre (en équivalent SO₂) : 35
- oxydes d'azote (en équivalent NO₂) : 225
- poussières : 5

+ Article 6.2.4 de l'arrêté ministériel 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 :

Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : [...] aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029

(Gaz naturel, Biométhane / P < 10 MW)

NO_x : 100 mg/Nm³ (2) (8)

(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 150 mg/Nm³

(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 225 mg/Nm³

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 05/11/2021 (intervention du 15/10/2021) réalisé par la société APAVE a été transmis à l'inspection des installations classées. Le constat suivant a été formulé : *La concentration en oxyde d'azote des rejets atmosphériques de la chaudière vapeur dépassent la valeur limite autorisée. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect des valeurs limites pour la vitesse d'éjection, la concentration en dioxyde de soufre et la concentration en poussières.*

Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a transmis le rapport de la campagne de mesure des rejets atmosphériques de la chaudière vapeur process réalisée par BUREAU VERITAS le 14/03/2024, qui mentionne :

- Vitesse d'éjection à 6.92 m/s (supérieure à 5 m/s)
- Concentration en NO_x à 88.3 mg/Nm³ (inférieure à 225 mg/m³)
- Concentration en Poussières à 1.05 mg/Nm³ (inférieure à 5 mg/m³)
- Concentration en SO₂ à 0.982 mg/Nm³ (inférieure à 35 mg/m³)

L'écart précédemment identifié est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : RIA et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.4.1 et 2.VIII.4.2.3.b

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 2.VIII.4.1 L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'extincteurs [...]</p> <p>article 2.VIII.4.2.3.b Les moyens de lutte, comportent : des robinets d'incendie armés, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 23/05/2018, l'exploitant avait indiqué que des travaux de son réseau RIA étaient nécessaires pour respecter les critères APSAD. La demande suivante avait été formulée : <i>[D3] L'exploitant transmet à l'inspection le certificat Q5 de son installation RIA.</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, l'exploitant a présenté un devis en date de 2017 de la société DESAUTEL pour la mise en conformité APSAD du réseau RIA d'un montant de 120 000€ TTC, sans échéancier de réalisation. Il indique qu'actuellement les RIA ne sont pas conformes au référentiel APSAD N5 à cause de la dimension du réseau insuffisante.</p> <p>Il a également présenté le rapport de vérification des extincteurs et RIA réalisé par la société DESAUTEL le 07/09/2023. Une proposition de devis correctif a été réalisée suite à cette vérification. Le constat suivant a été formulé : <i>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'efficacité du réseau RIA du site selon un référentiel reconnu. Des actions correctives à réaliser ont été identifiées lors de la vérification des extincteurs et RIA du 07/09/2023.</i></p> <p>Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a indiqué avoir passé commande suite aux devis fournis DESAUTEL pour le matériel à remplacer en 2023, ainsi que le prévisionnel à remplacer en 2024 (cf. bon de commande de 14 196 € PJ n°3).</p> <p>Par ailleurs, il précise qu'une solution alternative de mise en conformité est envisagée consistant à raccorder le réseau RIA au réseau sprinklage du site (échange en cours avec la société TYCO).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des RIA et extincteurs du 20/08/2024 réalisé par la société DESAUTEL. Il est indiqué que 4 extincteurs sont à remplacer en 2025.</p> <p>L'exploitant précise que les RIA sont opérationnels même s'ils ne répondent pas au référentiel APSAD N5. Il indique que la mise en conformité APSAD est prévue après les travaux concernant le sprinklage.</p> <p>Le réseau RIA du site n'est pas conforme à un référentiel reconnu.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un échéancier de mise en conformité du réseau RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le constat suivant a été formulé : <i>Le réseau d'extinction automatique d'incendie présente plusieurs points de non-conformité à la règle APSAD R1, dont une non-conformité avec risque potentiel de mise en échec.</i></p> <p>Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a précisé que le rapport CNPP avec proposition d'actions correctives pour la levée de la mise en échec a été reçu le 23/02/2024. Sur la base de ce rapport, plusieurs sociétés ont été consultées le 25/03/2024 (remise des offres attendues 24/05/2024). Par courriel du 14/06/2024, l'exploitant a précisé que certains travaux de mises en conformité ont été réalisés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a détaillé les travaux réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en conformité pour des zones vestiaires pesée, conteneur frigorifique, recyclage de l'eau, pesée logistique, algeco bureaux, - mise en place de rétention au rez-de-chaussée sur les racks contenant des liquides inflammables, - externalisation des aérosols inflammables. <p>Il a transmis le compte-rendu de vérification semestrielle Q1 réalisé par TYCO le 24/09/2024. Ce</p>

<p>document identifie des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système et des points de non-conformité - à lever au plus vite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de liquides inflammables partiellement sur rétention incompatible avec la protection sprinkleur actuelle (risque potentiel d'échec) - Bureau réception-expédition non protégé, - Stockage de matières combustibles (fûts et containers en plastique) à moins de 10 m du bâtiment protégé, - Stockage trop élevé au niveau du rack entre laboratoire et ambulance et les quais, - Stockage trop élevé au niveau de l'échantilloteur. <p>L'exploitant précise qu'il est prévu la mise en conformité de l'installation (environ 530k€) et le remplacement des racks de stockage (environ 500k€) au 1er semestre 2025.</p> <p>L'écart est maintenu :</p> <p>Le réseau d'extinction automatique d'incendie présente plusieurs points de non-conformité à la règle APSAD R1, dont une non-conformité avec risque potentiel de mise en échec.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 6 : Réalisation d'un exercice incendie POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le constat suivant a été formulé : // n'a</p>

<p><i>pas été réalisé d'exercice incendie sur le site depuis plus de 3 ans.</i></p> <p>Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a indiqué qu'un exercice POI est envisagé d'ici le 30/09/2024 au plus tard.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a indiqué que deux exercices d'évacuation ont été réalisés le 25/06/2024. Il précise qu'il n'a pas encore été réalisé d'exercice incendie POI.</p> <p>L'écart est maintenu : Il n'a pas été réalisé d'exercice incendie sur le site depuis plus de 3 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Mise à jour de la situation administrative

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/02/2024, article L.513-1 et L. 181-14</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret. [...]</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le constat suivant a été formulé : <i>La situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas à jour.</i></p>

Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a présenté les évolutions suite à la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées s'appliquant au site. L'exploitant précise avoir été accompagné par la société APAVE pour l'actualisation de la situation ICPE du site.

Il précise qu'un positionnement doit encore être réalisé pour la rubrique 1450 afin de déterminer si la quantité de solide inflammable (camphre) susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 1 tonne ou non, et pour la rubrique 4718 suite à la prise en compte des bouteilles de propane.

Le volume pris en compte pour la rubrique 1510 correspond au volume de l'entrepôt (B5). L'exploitant précise qu'un mur REI120, dépassant en toiture, est présent entre la cellule et le reste du bâtiment.

Cela semble cohérent avec le volume à prendre en compte pour la comparaison aux seuils de la rubrique 1510 d'après le guide entrepôt :

- lorsqu'au sein d'une installation pourvue d'une toiture, sont présentes des cellules dédiées au stockage, il convient de ne tenir compte que des volumes correspondants à ces cellules ;
- en l'absence de cellules (qui doivent être par définition compartimentées par un dispositif coupe-feu REI120), malgré la présence de zone dédiée à d'autres activités, le volume de l'IPD à prendre en compte correspond au volume total des différentes zones.

Dans l'attente de l'envoi par l'exploitant d'un courrier de positionnement sur les différentes rubriques, précisant s'il s'agit d'une évolution liée à l'antériorité ou à une modification de l'activité, l'écart est maintenu :

La situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant identifie si les modifications relèvent de l'antériorité ou de modifications des installations et il transmet à la Préfecture d'Indre-et-Loire les demandes de bénéfice des droits acquis et/ou porter à connaissance de modification des conditions d'exploiter correspondantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le constat suivant a été formulé : *L'état des stocks ne permet pas de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ni de répondre aux besoins d'information de la population.*

Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a indiqué qu'un outil Excel a été mis en place, permettant de faire le lien entre l'état du stock issu du logiciel interne et de l'outil d'évaluation des risques chimiques. Il précise que cet outil est en cours d'amélioration et qu'il devrait être finalisé d'ici le 30/06/2024.

Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a présenté l'état des stocks en date du 30/09/2024, détaillant les quantités de produits selon les différentes classes de dangers.

L'exploitant précise que ce tableau devrait être remplacé par un WMS fin 2025.

L'écart précédemment identifié est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les eaux pluviales se dirigent par ruissellement vers le point bas du site. Néanmoins il a été constaté au niveau de la voirie située à l'arrière de l'entrepôt (B5), la présence d'abaissments de la bordure, qui semble permettre le passage des eaux pluviales de voirie directement vers le fossé RIO. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté par un réseau spécifique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Stockage de palettes bois à proximité de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 2.III
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : [...] La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre : - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de

déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m ³ de matières ou produits combustibles et à 1 m ³ de matières, produits ou déchets inflammables.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, il a été constaté la présence d'un stockage de palettes bois le long du bâtiment de stockage B5.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et le stockage extérieur (palettes bois) est inférieure à 10 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Rétention des liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2001, article 2.II.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité totale des réservoirs associés. [...] <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 p. 100 de la capacité totale des fûts ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bacs de rétention ont été disposés au niveau des racks A1 et A2, contenant des liquides inflammables sur les deux premiers niveaux. Les bacs sont uniquement disposés sur le premier niveau (niveau 0). - un fût contenant des liquides inflammables est présent sur un espace ne disposant pas de rétention.

Un fût de liquide inflammable est stocké sans rétention associée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Etiquetage cuve DME

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.1.4
Thème(s) : Produits chimiques, Identification
Prescription contrôlée : [...] A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses et à la réglementation relative au transport des matières dangereuses par route. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, il a été constaté sur site que le pictogramme de danger présent sur la cuve de DME n'est plus visible. La cuve de DME ne présente pas un étiquetage lisible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2

m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a transmis par courrier le rapport en date du 03/11/2022 d'assistance à l'évaluation des besoins en eau d'extinction d'un incendie et des capacités de rétention du site selon les référentiel D9 / D9a réalisé par le société BUREAU VERITAS.

Ce rapport détaille le calcul D9a pour le bâtiment 5 et le bâtiment 1 :

- Pour le bâtiment 5, les besoins en confinement sont calculés à 1717,7 m³
- Pour le bâtiment 1, les besoins en confinement sont calculés à 1159,53m³

Il est constaté que le calcul ne prend en compte qu'une portion de la surface drainée.

<p>Le rapport indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 obturateurs permettent de confiner les eaux pluviales sur le site - une partie de l'eau des bâtiments 3 et 5 serait confinée au niveau des quais - un volume d'eau conséquent se dirigerait vers le point bas du site <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'un volume de rétention de 600 m³ est présent sous l'entrepôt, conformément à l'article 2.II.2 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2001. Il n'a pas été en mesure de justifier que ces rétentions sont étanches.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté la présence d'une plaque d'obturateur à installer sur le regard d'eaux pluviales au niveau du point bas du site. L'exploitant n'a pas précisé l'organisation mise en place lors d'une situation accidentelle afin de s'assurer du confinement des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Le site ne dispose pas de capacité de confinement suffisante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Besoins en eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs</p>

dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. [...]

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 01/10/2024, l'exploitant a transmis par courrier le rapport en date du 03/11/2022 d'assistance à l'évaluation des besoins en eau d'extinction d'un incendie et des capacités de rétention du site selon les référentiel D9 / D9a réalisé par le société BUREAU VERITAS.

Ce rapport détaille le calcul D9 pour le bâtiment 5 et le bâtiment 1 :

- Pour le bâtiment 5, les besoins sont calculés à 420m³/h.
- Pour le bâtiment 1, les besoins sont calculés à 510 m³/h.

Le rapport indique que le site dispose de :

- 2 réserves incendie de 120 m³ et 300 m³. Il est précisé que les réserves incendie du site ne disposent pas d'aires d'aspiration et de colonnes fixes d'aspiration. Par ailleurs, la réserve incendie de 300 m³ étant située à proximité de l'entrepôt, elle peut se situer dans une zone de flux thermiques importants. L'aménagement des réserves incendie n'a pas fait l'objet d'une vérification lors de la visite d'inspection.
- 2 poteaux incendie sont situés à proximité avec un débit de 87 m³/h et 105 m³/h. Le débit simultané des deux poteaux incendie n'est pas indiqué. Le justificatif des débits n'a pas fait l'objet d'une vérification lors de la visite d'inspection.
- une réserve sprinklage de 645 m³. A noter qu'une réserve sprinklage n'est pas considérée comme une réserve incendie.

Au regard des information indiqués sur ce rapport, le site ne dispose pas des moyens en eaux d'extinction incendie suffisants.

Les moyens en eaux d'extinction incendie sont insuffisants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois